



N° 3021

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DOUZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 12 avril 2006.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA MISSION D'INFORMATION ⁽¹⁾

SUR L'EFFET DE SERRE

Président

M. Jean-Yves Le DÉAUT,

Rapporteure

Mme Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET,

Députés.

TOME I

RAPPORT

⁽¹⁾ La composition de cette mission d'information figure au verso de la présente page.

La mission d'information sur l'effet de serre est composée de :

M. Jean-Yves Le Déaut, Président, MM. Jean Lassalle, Serge Poignant, Vice-Présidents, MM. Philippe Tourtelier, André Chassaigne, Secrétaires, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, Rapporteuse, M. Jacques Bascou, Mme Martine Billard, MM. Serge Blisko, Christophe Caresche, Richard Cazenave, Mme Geneviève Colot, MM. Christian Decocq, Francis Delattre, Michel Destot, Eric Diard, François Dosé, Alain Gest, François Grosdidier, Francis Hillmeyer, Jacques Kossowski, Robert Lecou, Jean-Louis Léonard, Mme Martine Lignières-Cassou, MM. Lionnel Luca, Denis Merville, Jean-Pierre Nicolas, Vincent Rolland, Philippe Rouault, Jean-Claude Sandrier, Mme Michèle Tabarot.

SOMMAIRE

	Pages
AVANT PROPOS DU PRESIDENT	11
INTRODUCTION	19
PREMIERE PARTIE : UN DIAGNOSTIC IMPLACABLE	23
I – LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE : LE FEU EST DANS LA MAISON	23
A – QU’EST-CE QUE L’EFFET DE SERRE ?	23
B – QU’EST-CE QUE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?	24
C - L’ACTIVITE HUMAINE EST L’ORIGINE ESSENTIELLE DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE	25
D – OU ALLONS-NOUS ? LES PREVISIONS GLOBALES.....	33
E – ON MESURE DEJA LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ILS VONT S’ACCENTUER	38
II – DE L’INERTIE A L’EMBALLEMENT : LES SCENARII NE PREVOIENT PAS TOUT	55
A – LES SCENARII SONT LINEAIRES ET NE DONNENT QUE DES MOYENNES	55
B – LES RISQUES DE L’EMBALLEMENT	58
DEUXIEME PARTIE : DES REMEDES EMBRYONNAIRES	73
I – AU NIVEAU MONDIAL	74
A – AVANT KYOTO : LES BALBUTIEMENTS DE LA VOLONTE, SUR LE CHEMIN DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	74
B – KYOTO : LE PREMIER DES PAS QUI COUTENT	75

II – AU NIVEAU EUROPEEN	79
A – LA MISE EN OEUVRE DYNAMIQUE DE KYOTO : LA DIRECTIVE « QUOTAS »	79
B – LE PROGRAMME EUROPEEN SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (PECC)	81
III – AU NIVEAU NATIONAL	84
A – DU PNAQ 1 AU PNAQ 2.....	85
1 – La nécessaire révision de la directive quotas	86
2 – L'intérêt spécifique de la valorisation des projets agricoles dans le cadre du marché des droits d'émission	87
B – LES MESURES DU PLAN CLIMAT.....	89
C – LA LOI DE PROGRAMME SUR L'ENERGIE	91
TROISIEME PARTIE : LA CROISEE DES CHEMINS	97
I – LE CONTEXTE : FAUSSE SOLUTIONS ET OPPORTUNITE ECONOMIQUE	98
A – L'EMERGENCE D'UNE NOUVELLE ECONOMIE	100
B – LE DECLIN DU PETROLE	103
II – PRENDRE DES A PRESENT LE CHEMIN DU « FACTEUR QUATRE »	105
A – DES OBJECTIFS CHIFFRES, DANS LE CADRE D'UNE INTEGRATION EUROPEENNE RENFORCEE	105
B – LA FORMATION, L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION DU PUBLIC	107
C – L'IMPLICATION SENSIBLEMENT ACCRUE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES.....	110
D – POUR UNE AUTHENTIQUE FISCALITE ENVIRONNEMENTALE.....	114
1 – Les caractéristiques du système français.	114
2 – L'approche européenne et celle d'autres pays de l'Union.....	117
3 – Les priorités d'une réforme d'ensemble	121

E – DEUX PRIORITES SECTORIELLES MAJEURES : LES TRANSPORTS ET L’HABITAT.....	125
1 – Vers des transports propres et économiques.....	127
<i>a. Des véhicules compatibles avec le facteur quatre</i>	127
<i>b. Des mesures structurelles</i>	128
– Le développement des modes de transports non polluants.....	128
– L’instauration de filières courtes	130
– Le renforcement du rôle des collectivités territoriales en matière de transport	132
2 – Pour une révolution dans l’habitat.....	134
<i>a. Un plan à long terme de rénovation énergétique des bâtiments existants</i>	136
<i>b. Le renforcement de la réglementation énergétique pour les bâtiments nouveaux</i>	137
<i>c. L’exigence d’exemplarité des collectivités publiques</i>	137
<i>d. Le développement des mesures incitant aux économies d’énergie et à l’usage des énergies renouvelables dans l’habitat</i>	138
<i>e. Des appareils ménagers plus économes</i>	139
F – RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT : LES PRIORITES	139
1 – Des énergies « propres »	140
2 – La capture et la séquestration du CO ₂	141
3 – La réduction des émissions agricoles.....	142
4 – Des moyens renforcés, sur le plan national et au niveau européen	144
III – UNE DEMARCHE GLOBALE D’ADAPTATION	148
A – OU EN SOMMES-NOUS EN MATIERE D’ADAPTATION ?.....	148
1 – La vulnérabilité des territoires et l’urgence de l’action	148
2 – L’inégalité des populations devant le risque	149
3 – Des décisions d’équipement qui conditionnent l’avenir	151
4 – Adaptation et atténuation, deux faces d’une même politique globale	153
5 – Une priorité européenne	153
6 – Des initiatives françaises encore faibles et dispersées	154
7 – Des décisions lourdes en matière d’aménagement au plan local	156
8 – Quand les catastrophes poussent à l’action, l’exemple de la canicule	158
9 – Deux exemples étrangers : Canada et Sénégal.....	160

10 – Au niveau international, les acquis du sommet de Montréal.....	165
B – DES PRIORITES URGENTES POUR L’ACTION, AU SERVICE D’UNE STRATEGIE D’ENSEMBLE.....	167
IV – LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE DU CLIMAT : LA NECESSAIRE PARTICIPATION DE TOUS	172
A – LE CONTEXTE ACTUEL DE LA NEGOCIATION	172
B – LES PRIORITES A PRENDRE EN COMPTE	177
C – UNE INITIATIVE AU NIVEAU EUROPEEN POUR RENDRE UNE FISCALITE CARBONE COMPATIBLE AVEC LES REGLES DE L’OMC	180
AXES PRIORITAIRES ET PRINCIPALES PROPOSITIONS	183
OBJECTIFS DE REDUCTION	183
IMPLICATION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES	183
FORMATION, INFORMATION ET SENSIBILISATION	185
FISCALITE ET FINANCES PUBLIQUES	186
HABITAT ET TERTIAIRE	187
TRANSPORTS	188
RECHERCHE	189
INDUSTRIE, ENERGIE, ENTREPRISES, PRODUITS	190
MECANISMES DE PROJET	191
AGRICULTURE, FORET.....	191
ADAPTATION	192
L’ACTION INTERNATIONALE	193

ANNEXES	195
ANNEXE 1 : LES MESURES ET LES IMPACTS DU PLAN CLIMAT 2004.....	195
ANNEXE 2 : COMITE DE SUIVI.....	199
ANNEXE 3 : LISTE ET PROGRAMMES DES DEPLACEMENTS DE LA MISSION.....	201
CONTRIBUTIONS	213
CONTRIBUTION DU GROUPE SOCIALISTE.....	215
CONTRIBUTION DU GROUPE COMMUNISTE ET REPUBLICAIN.....	217
CONTRIBUTION DE M. MICHEL DESTOT, MEMBRE DE LA MISSION.....	221
CONTRIBUTION DE MME MARTINE BILLARD, MEMBRE DE LA MISSION.....	223